**COMMUNE DE CERON**

**Le bourg**

**71 110 CERON**

**Tel : 03 85 25 05 11**

**Email :** **mairie.ceron@wanadoo.fr**

**mathias.ceron@orange.fr**

[**http://www.ceron-bourgogne.fr**](http://www.ceron-bourgogne.fr)

**MARCHE DE MAITRISE D’ŒUVRE**

EN APPLICATION DE L’ARTICLE 26-II-2 et 72

**du Code des Marchés Publics**

|  |
| --- |
|  INTITULE DE L'OPERATION**Aménagement de la voirie : traversée du bourg** |

|  |
| --- |
|  MODALITES DE DEVOLUTION DES TRAVAUXAttribution des marchés d’entreprises par lots |

|  |
| --- |
| MISSIONMissions d’AVP, PRO, VISA, EXE en option ACT, DET, AOR au sens du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993, appartenant à la catégorie d’ouvrages d’infrastructures et concernant les opérations de travaux neufs, étendue aux études d’exécution.L’élément de mission PRO comprend la remise du DCE.Et missions complémentaires d’assistance :* + Préparation pour le maître d’ouvrage des éléments nécessaires (projets de courrier, plans) au respect des articles L554-1 à L554-5 et R554-1 à R554-38 du code de l’environnement relatifs aux consultations des concessionnaires en tant qu’exécutant de travaux.
	+ Mission d’information et de communication auprès de la population
 |

|  |
| --- |
| **PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**Les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont par ordre de priorité décroissant, par dérogation à l’article 4-1 du CCAG –PI.- le présent marché de maîtrise d’œuvre ;- le Cahier des Clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l’arrêté du 16 septembre 2009, en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m0) ;- le Cahier des Clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l’arrêté du 8 septembre 2009- le CCTG (Cahier des Clauses Techniques Générales) applicable aux marchés publics de travaux ;- le programme de l’opération joint en annexe |

##### ARTICLE PREMIER – CONTRACTANTS

**Je soussigné, (1er contractant) xxx**

agissant au nom et pour le compte de la Société : xxx

ayant son siège social à : xxx

et identifiée sous le numéro SIRET suivant : xxx

**Je soussigné, (2ème co-contractant) xxx**

agissant au nom et pour le compte de la Société : xxx

ayant son siège social à : xxx

et identifiée sous le numéro SIRET suivant : xxx

**Je soussigné, (3ème co-contractant) xxx**

agissant au nom et pour le compte de la Société : xxx

ayant son siège social à : xxx

et identifiée sous le numéro SIRET suivant : xxx

**Je soussigné, (4ème co-contractant) xxx**

agissant au nom et pour le compte de la Société : xxx

ayant son siège social à : xxx

et identifiée sous le numéro SIRET suivant : xxx

**Je soussigné, (5ème co-contractant) xxx**

agissant au nom et pour le compte de la Société : xxx

ayant son siège social à : xxx

et identifiée sous le numéro SIRET suivant : xxx

**Personne nommément désignée pour la conduite des prestations, conformément à l’article 3.4.3 du CCAG-PI (interlocuteur du maître d’ouvrage) :** **xxx**

**xxx** est le mandataire des maîtres d’œuvre ci dessus groupés solidaires :

* + après avoir rempli la déclaration et fourni les certificats prévus aux articles 44 et 45 du nouveau Code des Marchés Publics (Décret n° 2006-975 du 1er Aout 2006) ;
	+ affirmons, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle nous intervenons ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi
	n° 52-401 du 14 avril 1952 modifié par l'article 56 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 (article 52 du Code des Marchés) ;
	+ nous engageons, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations de maîtrise d'œuvre dans les conditions ci-après définies.

Le titulaire doit remettre :

* + une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
	+ une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d’œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d’œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d’œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code. Cette pénalité est fixée un forfait de **2000 euros**.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

***Coordination et Sécurité***

L’opération, objet du présent marché, pourrait relever de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993). La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, tant en phase conception qu’en phase réalisation, à un coordonnateur dont le nom sera alors communiqué au Maître d’Œuvre.

***Contrôle technique***

L’opération, objet du présent marché, pourrait relever de l’obligation de contrôle au sens du décret du 7 décembre 1978. La mission de contrôle technique sera attribuée ultérieurement, tant en phase conception qu’en phase réalisation, à une société dont le nom sera alors communiqué au Maître d’Oeuvre.

Le maître d’œuvre s’engage à répondre et à transmettre toutes les informations utiles à la bonne exécution des missions de contrôle technique et / ou de coordination hygiène et sécurité.

##### ARTICLE 1 bis – Objet et programme de l’opération

Le marché régi par le présent document est un marché de maîtrise d’œuvre pour la réalisation des prestations suivantes :

**Maitrise d’œuvre pour l’aménagement de la traversée du bourg**

**Le programme synthétique est joint en annexe du présent marché, il est rendu contractuel**

Il est prévu un découpage en tranches :

* Tranche ferme :
	+ Avant-projet (AVP) sur la totalité de la traversée du centre bourg
	+ Depuis la phase Projet (PRO) jusqu’à l’assistance aux opérations de réception (AOR) sur la partie centrale du bourg
* Tranche conditionnelle :
	+ Depuis la phase Projet (PRO) jusqu’à l’assistance aux opérations de réception (AOR) sur les entrées Nord et Sud du bourg

##### ARTICLE 2 – PRIX

Dans le cas où le coût prévisionnel des travaux n’a pu faire l’objet d’une estimation au moment de la passation du contrat, le forfait de rémunération est arrêté provisoirement sur la base de l’enveloppe prévisionnelle donnée par le Maître d’Ouvrage.

**2.1 Forfait de rémunération**

Le forfait de rémunération est calculé sur la base suivante :

**Toutes tranches confondues**

1. Enveloppe financière prévisionnelle (€ HT) : 485 000 € HT

Le taux de complexité est égal à 1.

1. Taux de rémunération indicatif arrondi : ………%
2. Offre exprimée en euros (a\*b): - valeur hors TVA ………………………………………..euros

- valeur TVA incluse ………………………………………..euros

arrêté en toutes lettres à :

1. Missions complémentaires - valeur hors TVA ………………………………………..euros

 - valeur TVA incluse ………………………………………..euros

1. Forfait total de rémunération avec VISA et sans EXE (c + d) :

 - valeur hors TVA ………………………………………..euros

- valeur TVA incluse ………………………………………..euros

**arrêté en toutes lettres à :**

1. dont VISA seule :

 - valeur hors TVA ………………………………………..euros

- valeur TVA incluse ………………………………………..euros

1. Coût EXE seule (option) :

 - valeur hors TVA ………………………………………..euros - valeur TVA incluse ………………………………………..euros

Forfait de rémunération avec EXE et sans VISA (e – f + g) :

- valeur hors TVA ………………………………………..euros-

 - valeur TVA incluse ………………………………………..euros

**arrêté en toutes lettres à :**

**Tranche ferme**

1. Enveloppe financière prévisionnelle (€ HT) : 275 000 € HT

Le taux de complexité est égal à 1.

1. Taux de rémunération indicatif arrondi : ………%
2. Offre exprimée en euros (a\*b): - valeur hors TVA ………………………………………..euros

- valeur TVA incluse ………………………………………..euros

arrêté en toutes lettres à :

1. Missions complémentaires - valeur hors TVA ………………………………………..euros

 - valeur TVA incluse ………………………………………..euros

1. Forfait total de rémunération avec VISA et sans EXE (c + d) :

 - valeur hors TVA ………………………………………..euros

- valeur TVA incluse ………………………………………..euros

**arrêté en toutes lettres à :**

1. dont VISA seule :

 - valeur hors TVA ………………………………………..euros

- valeur TVA incluse ………………………………………..euros

1. Coût EXE seule (option) :

 - valeur hors TVA ………………………………………..euros - valeur TVA incluse ………………………………………..euros

Forfait de rémunération avec EXE et sans VISA (e – f + g) :

- valeur hors TVA ………………………………………..euros-

- valeur TVA incluse ………………………………………..euros

**arrêté en toutes lettres à :**

**Tranche conditionnelle**

1. Enveloppe financière prévisionnelle (€ HT) : 210 000 € HT

Le taux de complexité est égal à 1.

1. Taux de rémunération indicatif arrondi : ………**%**
2. Offre exprimée en euros (a\*b): - valeur hors TVA ………………………………………..euros

- valeur TVA incluse ………………………………………..euros

arrêté en toutes lettres à :

1. Missions complémentaires - valeur hors TVA ………………………………………..euros

 - valeur TVA incluse ………………………………………..euros

1. Forfait total de rémunération avec VISA et sans EXE (c + d) :

 - valeur hors TVA ………………………………………..euros

- valeur TVA incluse ………………………………………..euros

**arrêté en toutes lettres à :**

1. dont VISA seule :

 - valeur hors TVA ………………………………………..euros

- valeur TVA incluse ………………………………………..euros

1. Coût EXE seule (option) :

 - valeur hors TVA ………………………………………..euros - valeur TVA incluse ………………………………………..euros

Forfait de rémunération avec EXE et sans VISA (e – f + g) :

- valeur hors TVA ………………………………………..euros-

- valeur TVA incluse ………………………………………..euros

**arrêté en toutes lettres à :**

La décomposition des honoraires par phase, par tranche et par co-traitants est jointe en annexe au présent document.

**2.2 Modalités de paiement du forfait de rémunération**

2.2.1 Forme du prix

Le prix est révisable.

2.2.2 Mois d’établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (m0 Etudes), soit Avril ***2015.***

2.2.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie (base 100 en janvier 1973) publié au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'Equipement et au Moniteur des travaux publics.

2.2.4 Modalités de révision des prix

La révision prévue est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C(n) de révision donné par la formule :

C(n) = 0,125 + 0,875 x ING(n)/ING(o)

**dans laquelle l’ensemble des index repérés ci dessous seront lus avec un décalage de 4 mois :**

Io est l'index Ingénierie du mois m0 Etudes

In est l'index Ingénierie du mois m : ce mois m est déterminé comme suit :

**2.2.4-1 Pour les éléments d'étude ETP, AVP, PRO et ACT**

- Index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage y compris pour les 20% restants.

Pour l’élément ACT, le mois retenu sera celui de la date de remise du rapport d’analyse des offres à la commission d’appel offre.( le dernier rapport en cas d’infructueux) Il ne sera pas calculé de moyenne arithmétique.

**2.2.4-2 Pour les éléments DET et EXE ou VISA**

-Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée et facturée.

Si la facturation regroupe plusieurs mois de chantier, sera retenu 1 seul index qui correspondra au mois d’établissement de la note d’honoraire jusqu’à la limite maximum de la date de fin de chantier .Il n’y aura pas de calcul de moyenne arithmétique.

Concernant la phase EXE, définie au 2-2-5-2 ci après, pour les 60% le mois retenu sera celui de la remise du PRO et pour les 40% le mois retenu sera celui de la date de paiement avec la situation de la phase DET. Il ne sera pas calculé de moyenne arithmétique.

**2.2.4-3 Pour l'élément AOR**

- il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel a lieu la réception des travaux, y compris pour la part des 25 % et 10 % restant du délai de garantie de parfait achèvement pour le solde.

**2.2.4-4 Pour les missions complémentaires**

-Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée.

**2.2.4-5 Coefficients de révision**

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le maître de l'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié de la révision.

Le maître de l'ouvrage procède à la révision définitive :

-Dès que les index correspondants sont publiés;

-En fin de marché ou en fin de chaque année si l'exécution du marché s'échelonne sur plusieurs années.

Les coefficients d'actualisation et de révision finaux sont arrondis au millième supérieur.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations où à leur date de réalisation, si celle-ci est antérieure.

2.2.5 Règlement des comptes au titulaire

2.2.5.1 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000 € hors taxes.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article 87 du Code des marchés publics. Cette avance est égale à 15% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article 88 du Code des marchés publics.

2.2.5.2 Paiement des acomptes

|  |  |
| --- | --- |
| **Eléments de mission** | **Exigibilité de l'acompte** |
| **AVP** | 80% à la remise du dossier |
| 20% à l'approbation du maître d'ouvrage |
| **PRO** | 80% à la remise du dossier |
| 20% à l'approbation du maître d'ouvrage |
| **Assistance pour la passation des contrats de travaux**  | 100 % après la remise du dernier rapport d’analyse des offres en cas d’infructueux |
| **Etudes d'exécution ou Visa** | 60 % avec le PRO40% avec la DET |
| **Direction de l'exécution des contrats de travaux** | 90% DET au fur et à mesure de l’avancement du chantier |
| 10% | à la remise du dernier décompte général définitif des entreprises |
| **Assistance** **aux opérations de réception** | 65 % au prorata des réceptions effectuées avec réserves |
| 25 % à la levée des réserves et à la remise du dossier des ouvrages exécutés |
| 10% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement |

2.2.5.3 Solde

- Décompte final :

Après constatation de l’achèvement de sa mission, au terme du délai de “Garantie de parfait achèvement” prévu à l’article 44.1 2° alinéa du CCAG applicable aux marchés de travaux, le Maître d’œuvre établira une demande de décision de réception auprès du Maître d’Ouvrage constatant qu’il a bien rempli toutes ses obligations. Il y joindra une demande de paiement du solde sous forme d’un projet de décompte final comprenant :

a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ;

b) Les pénalités éventuelles susceptibles d’être appliquées au maître d’œuvre en application du présent marché ;

c) La rémunération, hors TVA, due au titre du marché pour l’exécution de l’ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué du poste b) ci-dessus.

- Décompte général et état de solde :

Le Maître d’Ouvrage établit le Décompte général qui comprend :

d) Le décompte final ;

e) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le Maître d’Ouvrage ;

f) Le montant du solde (= différence entre montant du décompte final et le décompte antérieur)

g) L’incidence de la TVA ;

L’état de solde à verser au titulaire (= récapitulation des postes c, d et e)

h) Le récapitulatif des acomptes versés ainsi que du solde à verser (= montant du décompte général)

Le Maître d’Ouvrage notifie au Maître d’œuvre le décompte général et l’état de solde

Le décompte général devient définitif à l’acceptation du Maître d’œuvre.

2.2.5.4 Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 98 du Code des marchés publics.

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le Code des marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. En plus des intérêts moratoires, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € sera appliquée.

##### ARTICLE 3 – ENGAGEMENT SUR LE COUT PREVISIONNEL

**3.1 Tolérance sur le coût prévisionnel en phase études**

Dans le cas où le coût prévisionnel des travaux n’est pas connu au moment de la passation du contrat avec le Maître d’œuvre, le montant provisoire de la rémunération de ce dernier est basé sur l’enveloppe financière prévisionnelle fixée par le Maître d’Ouvrage (article 2.1). Le coût définitif des travaux est entériné au plus tard à la fin de la phase AVP et deviendra le coût de référence définitif sur lequel s’engagera le maitre d’œuvre.

Un avenant permettra de valider le coût prévisionnel de l’ouvrage et fixera le forfait définitif de rémunération.

**La rémunération n’est pas forcément proportionnelle au coût des travaux. Le taux d’honoraire fixé est indicatif.**

3.1.1 Taux de Tolérance

Le coût prévisionnel définitif des travaux sur lequel s’engage le Maître d’œuvre au stade des études d’avant-projet définitif est assorti d’un taux de tolérance de xxxxxx%.

3.1.2 Seuil de Tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré par le taux de tolérance défini
ci-dessus.

3.1.3 Application de la tolérance

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à une quelconque rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'accusé de réception de cette acceptation, afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

Le maître d’ouvrage peut décider d’augmenter l’enveloppe prévisionnelle sans modification de programme et valider l’appel d’offre sans le rendre infructueux. Le maître d’œuvre ne pourra prétendre à aucune augmentation de sa rémunération.

**ARTICLE 4 – COUT DE REALISATION DES TRAVAUX (comparaison entre le coût initial et le coût effectif global)**

La comparaison s'effectuera après exécution complète des travaux au vu des frais réels engagés (qui comprennent les marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage).

L'ensemble des travaux devra être réajusté au mois Mo (mois précédant la date limite de remise des offres) par application au coût réel définitif d'un coefficient de réajustement égal au rapport des index du marché de travaux pris au mois Mo. Son montant est arrondi à l'Euro supérieur.

Si ce coût final se situe dans les limites du **seuil de tolérance fixé à …… %,** hors travaux liés aux fondations et au terrassement non repérable par une étude de sol préalable, il n'y aura pas de pénalité.

Si le résultat final dépasse le montant assorti du seuil de tolérance, il sera appliqué un forfait de pénalité de 1 500 € HT.

Si en cours d'exécution du marché, le maître de l'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leurs incidences financières sur l'estimation prévisionnelle des travaux et sur le forfait de rémunération doivent être chiffrées et un nouveau coût estimatif assorti d'une nouvelle rémunération de l'architecte pourront être fixés par avenant.

##### ARTICLE 5 – PHASE ETUDE

**5.1 Délais (à renseigner par le candidat)**

**Toutes tranches confondues**

**- AVP … semaines**

**- PRO, comprenant la remise du DCE … semaines**

**- Missions complémentaires … semaines**

**Tranche ferme**

**- AVP … semaines**

**- PRO, comprenant la remise du DCE … semaines**

**- Missions complémentaires … semaines**

**Tranche conditionnelle**

**- PRO, comprenant la remise du DCE … semaines**

**- Missions complémentaires … semaines**

Le point de départ de ces délais est fixé par ordres de service prescrivant la date de démarrage pour chacune des phases.

- Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) : 2 mois à compter de la date de réception définitive des travaux et à transmettre en 3 exemplaires accompagnés des fichiers numériques au format DWG.

Les documents d’études sont remis par le Maître d’œuvre au Maître d’Ouvrage pour vérification et validation. Par dérogation aux articles 26 et 27 du C.C.A.G. - PI, la décision par le Maître d’Ouvrage, de réception, d’ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d’études, n’est pas assorti de délai.

Le maître d’ouvrage peut se réserver le droit d’interrompre provisoirement ces délais pour des raisons qui lui sont propres par simple courrier.

**5.2 Pénalités pour retard**

En cas de retard dans la présentation des documents d’étude (AVP, PRO), le Maître d’œuvre subit sur ses créances une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150 € HT, par dérogation à l’article 14.1 CCAG-PI.

Par dérogation à l’article 14.3 du CCAG-PI, cette pénalité est due par le titulaire même si son montant total ne dépasse pas 1000 € H.T. pour l’ensemble du marché.

###### ARTICLE 6 – PHASE TRAVAUX

* 6.1 Délais de vérification des projets de décompte

6.1.1 Décomptes

6.1.1.1 Délais

Conformément à l’article 13 du CCAG applicable au marché de travaux, le Maître d’œuvre doit procéder à la vérification des projets de décompte établis par l’entrepreneur. Pour cela, le délai de vérification par le Maître d’œuvre du projet de décompte et d’établissement de l’état d’acompte est fixé à **7 jours** calendaires à compter de la date de l’accusé de réception du document.

Il le transmet ensuite au Maître d’Ouvrage en vue du mandatement de l’état d’acompte correspondant.

6.1.1.2 Pénalités pour retard

Sans objet

6.1.2 Décompte final

6.1.2.1 Délais

A l’issue des travaux, l’entrepreneur transmet son projet de décompte final simultanément au Maître d’œuvre et au Maître d’Ouvrage dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux ou, en l’absence d’une telle notification, à la fin de l’un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG. Le Maître d’œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l’entrepreneur conformément à l’article 13.3.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais de l’entrepreneur conformément à l’article 13.3.4 du CCAG-travaux. Ce décompte final est alors notifié à l’entrepreneur avec le décompte général tel que défini à l'article 13.4 du CCAG-travaux.

6.1.2.2 Pénalités pour retard

Sans objet

6.1.3 Décompte général

6.1.3.1 Délais

Le Maître d’œuvre dispose d’un délai de 15 jours à compter de l’accusé de réception du projet de décompte pour sa vérification et l’établissement du projet de décompte général dans les conditions définies par l’article 13.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux et son envoi au Maître d’Ouvrage.

Le Maître d’Ouvrage procède alors à l’approbation du décompte général et le retourne au Maître d’œuvre en vue de sa notification au titulaire par Ordre de Service (en application de l’article 13.4.2 du C.C.A.G. applicable aux travaux). L’entrepreneur dispose d’un délai de 30 jours pour le renvoyer au Maître d’œuvre ou émettre des réserves.

Si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

Enfin, le Maître d’œuvre veillera, afin d’éviter tout décompte général définitif tacite (article 13.4.4 du CCAG-travaux), que le Maître d’Ouvrage notifie à l’entrepreneur le décompte général dans les délais stipulés à l'article 13.4.2. du CCAG-travaux.

6.1.3.2 Pénalités pour retard

Sans objet

**ARTICLE 7 – REGLEMENT DES COMPTES**

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert séparé :

**1er contractant:**

COMPTE OUVERT AU NOM DE ............
BANQUE : ..................

DOMICILIATION : ……………….

BIC : …………..

NUMERO DE COMPTE AU FORMAT IBAN : ..............
Fournir un RIB original

**2ème co-contractant:**

COMPTE OUVERT AU NOM DE ............
BANQUE : ..................

DOMICILIATION : ……………….

BIC : …………..

NUMERO DE COMPTE AU FORMAT IBAN : ..............
Fournir un RIB original

**3ème co-contractant:**

COMPTE OUVERT AU NOM DE ............
BANQUE : ..................

DOMICILIATION : ……………….

BIC : …………..

NUMERO DE COMPTE AU FORMAT IBAN : ..............
Fournir un RIB original

**4ème co-contractant:**

COMPTE OUVERT AU NOM DE ............
BANQUE : ..................

DOMICILIATION : ……………….

BIC : …………..

NUMERO DE COMPTE AU FORMAT IBAN : ..............
Fournir un RIB original

**5ème co-contractant:**

COMPTE OUVERT AU NOM DE ............
BANQUE : ..................

DOMICILIATION : ……………….

BIC : …………..

NUMERO DE COMPTE AU FORMAT IBAN : ..............
Fournir un RIB original

###### ARTICLE 8 – ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de parfait achèvement" (prévue à l'article 44.1 2° alinéa du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

###### ARTICLE 9 – TRANCHES CONDITIONNELLES

Ce marché comprend 2 tranches tel que défini à l’article 1 bis.

Le pouvoir adjudicateur dispose d’un délai de 12 mois à compter de la date de réception des travaux de la tranche ferme pour notifier sa décision expresse écrite d’affermir la tranche conditionnelle suivante ou d’y renoncer.

###### ARTICLE 10 – RESILIATION – INTERRUPTION

**10.1 Résiliation du fait du Maître de l’Ouvrage**

*En accord avec le nouveau CCAG –PI*

*Conformément à l’article 20 du CCAG-PI, à l'issue de chaque partie technique (ETP, AVP, PRO, ACT, VISA/EXE, DET et AOR), l'autorité compétente peut prononcer l'arrêt des prestations, de sa propre initiative. Cet arrêt entraîne ainsi la résiliation du marché sans indemnités pour le titulaire en application de l’article 31.3 du CCAG-PI.*

**10.2 Résiliation du marché aux torts du Maître d’œuvre ou cas particuliers**

*En accord avec le nouveau CCAG –PI.*

*Conformément à l’article 36 du CCAG-PI, la résiliation du présent marché aux frais et risques du titulaire pourra être engagée dans les conditions définies au CCAG-PI.*

##### ARTICLE 11 – DEROGATIONS AU CCAG

**Dérogation aux articles 26 et 27 du CCAG-PI par l’article 5-1 et dérogation aux articles 14.1 et 14.3 du CCAG-PI par l’article 5-2 du présent marché et dérogation à l’article 4.1 du CCAG PI pour les pièces constitutives du marché.**

##### ARTICLE 11 bis– ACCEPTATION DE L’OFFRE

**Le(les) prestataire(s) désignés ci-après (cocher la case correspondante) :**

**[ ] ne refuse(nt) pas de percevoir l'avance prévue à l'article 2.2.5.1 du présent document :**

**.................................................................................................................................................**

**[ ] refuse(nt) de percevoir l'avance prévue à l'article 2.2.5.1 du présent document :**

**.................................................................................................................................................**

**MONTANT DE L'OFFRE : € TTC**

**En un seul original**

**LE(S) TITULAIRE(S)**:

A , le

*(Cachets et signatures)*

LE MAITRE DE L'OUVRAGE :

Monsieur le Maire de Céron est acceptée la présente offre pour valoir marché.

A , le

*(Cachet et signature)*

Comptable assignataire des paiements : Madame/Monsieurle Trésorier payeur de xxxx

###### Personne habilitée : Monsieur le Maire de Céron

|  |
| --- |
| MARCHE NOTIFIE LE …………../………………../……………………Modalités de notification : ❑ Remise en main propre pour valoir notification le ……../………../………Cachet et signature du titulaire Cachet et signature du pouvoir adjudicateur❑Lettre recommandée avec avis de réception (agrafer l’avis de réception au marché) |

##### Annexe : tableau de décomposition des honoraires

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | tranche ferme HT | tranche conditionnelle 1 HT | **Total marché HT** | Total marché TTC |
| Estimation prévisionnelle travaux | 275 000 €  | 210 000 € | **485 000 €** | 582 000 € |
| Taux d'honoraire mission |   |   |  |   |
| Honoraires mission  |  |  |  |  |
| Taux d’honoraires missions complémentaires |   |   |  |   |
| Honoraires missions complémentaires |  |  |  |  |
| **Honoraires complets** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Ventilation des honoraires par phases et par tranches | **SANS EXE , AVEC VISA** |  |  |
| TRANCHE FERME | TRANCHE CONDITIONNELLE 1 | MARCHE TOTAL |   |
| **Phases Missions de base** | **Honoraires** | **% forfait** | **Honoraires** | **% forfait** | **Honoraires** | **% forfait** |
| AVP |   |   |   |   |   |   |
| PRO |   |   |   |   |   |   |
| ACT |   |   |   |   |   |   |
| VISA |   |   |   |   |   |   |
| DET |   |   |   |   |   |   |
| AOR |   |   |   |   |   |   |
| **TOTAL HT** |  |  |  |  |  |  |
| **Missions complémentaires** | **Honoraires** | **% forfait** | **Honoraires** | **% forfait** | **Honoraires** | **% forfait** |
| Préparation des éléments relatifs aux consultations des concessionnaires  |  |  |  |  |  |  |
| Mission d’information et de communication auprès de la population |   |   |   |   |   |   |
| **TOTAL HT** |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL HONORAIRES HT** |  |  |  |  |  |  |
| TOTAL HONORAIRES TTC |   |   |   |   |   |   |
|  |  |  |  |  |  |  |
| SIGNATURE ET CACHETS DU MANDATAIRE ET DES COTRAITANTS |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Ventilation des honoraires par phases et par tranches | **SANS VISA , AVEC EXE** |  |  |
| TRANCHE FERME | TRANCHE CONDITIONNELLE 1 | MARCHE TOTAL |   |
| **Phases Missions de base** | **Honoraires** | **% forfait** | **Honoraires** | **% forfait** | **Honoraires** | **% forfait** |
| AVP |   |   |   |   |   |   |
| PRO |   |   |   |   |   |   |
| ACT |   |   |   |   |   |   |
| DET |   |   |   |   |   |   |
| AOR |   |   |   |   |   |   |
| **TOTAL HT** |  |  |  |  |  |  |
| **Missions complémentaires** | **Honoraires** | **% forfait** | **Honoraires** | **% forfait** | **Honoraires** | **% forfait** |
| EXE |  |  |  |  |  |  |
| Préparation des éléments relatifs aux consultations des concessionnaires  |  |  |  |  |  |  |
| Mission d’information et de communication auprès de la population |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL HT** |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL HONORAIRES HT** |  |  |  |  |  |  |
| TOTAL HONORAIRES TTC |   |   |   |   |   |   |
|  |  |  |  |  |  |  |
| SIGNATURE ET CACHETS DU MANDATAIRE ET DES COTRAITANTS |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Répartition des honoraires par co-traitants concernant la tranche ferme** |  |  |  |
| **Mandataire** | **cotraitant 1** | **cotraitant 2** | **cotraitant 3** | **cotraitant 4** | **cotraitant 5** |
|  |  |  |  |  |  |
| **Phases Mission de base** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** |
| AVP |  |  |  |  |  |  |
| PRO |  |  |  |  |  |  |
| ACT |  |  |  |  |  |  |
| VISA |  |  |  |  |  |  |
| DET |  |  |  |  |  |  |
| AOR |  |  |  |  |  |  |
| **Total base HT** |  |  |  |  |  |  |
| **Missions complémentaires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** |
| EXE |  |  |  |  |  |  |
| Préparation des éléments relatifs aux consultations des concessionnaires |  |  |  |  |  |  |
| Mission d’information et de communication auprès de la population |  |  |  |  |  |  |
| **Total comp, HT** |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL général HT** |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL général TTC** |  |  |  |  |  |  |
|  | Signatures et cachets des cotraitants |  |  |  |  |  |
| **Répartition des honoraires par co-traitants concernant la tranche conditionnelle 1** |  |  |  |
| **Mandataire** | **cotraitant 1** | **cotraitant 2** | **cotraitant 3** | **cotraitant 4** | **cotraitant 5** |
|  |  |  |  |  |  |
| **Phases Mission de base** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** |
| PRO |  |  |  |  |  |  |
| ACT |  |  |  |  |  |  |
| VISA |  |  |  |  |  |  |
| DET |  |  |  |  |  |  |
| AOR |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL base HT** |  |  |  |  |  |  |
| **Missions complémentaires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** |
| EXE |  |  |  |  |  |  |
| Préparation des éléments relatifs aux consultations des concessionnaires |  |  |  |  |  |  |
| Mission d’information et de communication auprès de la population |  |  |  |  |  |  |
| **Total comp, HT** |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL général HT** |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL général TTC** |  |  |  |  |  |  |
|  | Signatures et cachets des cotraitants |  |  |  |  |  |
| **Répartition des honoraires par co-traitants concernant la totalité du marché** |  |  |  |  |
|  | Honoraires complets |  | Architecte Mandataire | cotraitant 1 | cotraitant 2 | cotraitant 3 | cotraitant 4 | cotraitant 5 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Phases Mission de base** | **Honoraires** | **% forfait** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** |
| AVP |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| PRO |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ACT |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| VISA |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| DET |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| AOR |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total base HT** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Missions complémentaires** | Honoraires | % forfait | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** | **Honoraires** |
| EXE |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Préparation des éléments relatifs aux consultations des concessionnaires |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Mission d’information et de communication auprès de la population |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total compl. HT** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL général HT** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL général TTC** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Signatures du mandataire et des cotraitants